

# L'Humanité



# Rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 315

Samedi 26 juillet 1975

## Helsinki : NI SECURITE, NI COOPERATION !

Helsinki, 30 et 31 juillet : 35 chefs d'État et de gouvernement signent un texte assurant la sécurité et la coopération en Europe ; 35 «grands» de ce monde s'engagent «à ne pas recourir à la menace et à l'emploi de la force, à respecter le droit de chaque pays de choisir son système politique, à assurer les libertés fondamentales des hommes».

Voilà par quelles phrases les bateleurs de la «détente» vont tenter de nous séduire et s'efforcer de réussir — pour le moins — le «sommet d'Helsinki»... sur le petit écran.

On s'affaire à Helsinki ; pensez donc préparer une conférence de cette importance en 11 jours, c'est une vraie gageure.

Car c'est seulement le 19 juillet que tout a été décidé ; en quelques jours on a dû expédier la rédaction des textes, mettre sur pied les services de sécurité et de protocole. Quelle précipitation, qui contraste bizarrement avec la longueur de la conférence qui aura duré près de 3 ans ! Six mois pour se mettre d'accord sur l'ordre du jour, 375 représentants réunis 2 400 fois, 40 tonnes de papier entassées... pour expédier l'affaire en quelques jours. Ces longueurs, ces palabres et ces attermolements manifestent les difficultés éprouvées par les deux supergrands pour imposer leurs objectifs aux pays petits et moyens d'Europe ; ils expriment les contradictions qui opposent États-Unis et URSS. La précipitation de dernière minute est le fait de l'Union soviétique qui a multiplié les coups de force pour signer avant fin juillet. Brejnev y tenait absolument. En voilà assez pour attirer notre attention et notre vigilance.

La tenue de la conférence de sécurité et de coopération en Europe n'est qu'une forme particulière de la lutte qui oppose les deux superpuissances pour dominer l'Europe. Pendant ces trois années de conférence leur rivalité s'est accrue, la présence militaire de l'Union soviétique en Europe s'est terriblement renforcée, son infiltration économique et surtout politique en Europe occidentale s'est accélérée. Voilà l'exacte réalité que Brejnev veut cacher en hâtant la tenue du «sommet». Faire croire que l'Europe est définitivement en «paix» alors que le social-impérialisme prépare activement la guerre, endormir la vigilance des peuples européens, faciliter son infiltration économique et poli-

que au nom de la «coopération» voilà ses objectifs qui font du social-impérialisme, le danger principal en Europe. Voilà pourquoi le «sommet» n'assurera ni la «coopération» ni la «sécurité» en Europe.

De plus en plus de pays européens voient clair à ce sujet. Il y a bien sûr l'Albanie socialiste qui a, dès le début, condamné l'entreprise et refusé de participer à la conférence. Il y a aussi les petits pays européens qui ont expérimenté pendant ces trois années que les deux supergrands, agissant en coulisses, sacrifiaient les intérêts de la «sécurité» à leurs propres objectifs politiques ; ainsi les pays méditerranéens, dont Maïte, ont vivement protesté contre la présence des flottes des deux supergrands en Méditerranée. Dans bon nombre de pays occidentaux, la presse et l'opinion publique émettent des doutes sérieux :

«Face à la superpuissance soviétique, quiconque veut se protéger ferait mieux de faire foi au maintien de l'équilibre (des forces militaires) plutôt qu'à des documents si merveilleux soient-ils, et à des réunions au sommet. Une erreur dans ce domaine risquerait d'avoir des conséquences fâcheuses», a écrit le quotidien allemand «Die Welt» le 16 juillet dernier.

En effet, alors que Brejnev louangé, par les dirigeants révisionnistes européens, célébrera les pompes de la détente à Helsinki, l'heure sera plus que jamais à la vigilance et à l'action contre les deux superpuissances et notamment contre le social-impérialisme soviétique.

Camille GRANOT

## Foyer Daviel : la lutte continue

Depuis le mois de mai les jeunes travailleurs du foyer Daviel font la grève des loyers pour protester contre les hausses. Ils ont formé un comité de grève et occupent le foyer. La direction avait demandé l'évacuation des locaux avant le 3 juillet. Ayant refusé d'évacuer les jeunes travailleurs ont été assignés en référé. Le tribunal de Paris doit procéder au jugement cet après-midi.

## Sud-Liban, échec à Israël

Le 23 juillet 200 militaires israéliens pénétraient à l'intérieur du territoire libanais. Leur objectif : détruire entièrement le village de Kfar Kila et enlever une liste de villageois.

Profitant de l'effet de surprise ils ont enlevé sept personnes et dynamité une dizaine de maisons et les récoltes avant d'être pris en chasse par les fidayine auxquels se sont joints les paysans du village. Après trois heures de très durs combats à l'arme légère et au corps à corps, les agresseurs ont dû se retirer piteusement. Neuf des leurs ont été mis hors de combat et la Résistance palestinienne a récupéré d'importantes quantités d'armes et de munitions abandonnées dans leur fuite.

Aussitôt les habitants du village ont exposé ces armements alors que les appareils ennemis sillonnaient encore le ciel.

## FEU A VOLONTE !

Une fois de plus les flics de la brigade «antigang» viennent de se signaler et ont fait des victimes. Alors qu'un hold-up venait d'avoir lieu à Charenton les «superflics» de Poniatowsky se sont rendus sur les lieux et ont ouvert le feu aussitôt. C'est ainsi que deux jeunes postiers qui passaient par là en moto ont été blessés. C'est avec la plus grande discrétion qu'ils ont été conduits à l'hôpital.

C'est ainsi également qu'un autre flic a été tué par ses collègues.

«Tragique méprise» disent le ministère de l'Intérieur, la presse qui ment et la radio.

C'était déjà une «tragique méprise» lorsqu'un automobiliste fut tué, Rue du Château des Rentiers. C'était encore une «tragique méprise» quant boulevard Saint-Germain ils frappèrent sauvagement un avocat algérien.

La vérité c'est que des ordres ont été donnés par Poniatowsky : n'hésitez pas à faire usage de vos armes.

Et c'est ainsi que tous ceux qui ont une tête qui ne revient pas aux flics de Poniatowsky risquent un jour de se retrouver victimes d'une «tragique méprise».

## QUEL AVENIR POUR LE SAHARA ESPAGNOL?

Le Sahara dit «espagnol» — comprenant les deux provinces de Saguia El Hamra et Rio de Oro — a le triste privilège d'être le dernier bastion du colonialisme en Afrique occidentale.

D'une superficie de 248 000 km<sup>2</sup>, ce territoire est bordé au Nord par la Mauritanie, brièvement au Nord-Est par l'Algérie, et à l'Est et au Sud par la Mauritanie. Le colonialisme espagnol s'y est établi depuis plus d'un siècle. Mais difficilement. Il a été longtemps contraint de se cantonner dans le port de Villa Cisneros, se heurtant à une résistance farouche des populations saharais. Sa pénible pénétration à l'intérieur des terres ne fut achevée qu'en 1936.

Le nombre des habitants — nomadisant pour la plupart — de ce territoire est sujet à controverse. Ce qui est sûr c'est que la répression franquiste a poussé à l'exil dans les pays voisins plus des 5/6 de la population. Ce pays est encore actuellement quadrillé par les forces répressives coloniales (légion, «régulares», parachutistes, guardia civil, services de renseignements et police politique) soit 56 000 hommes !

Dans les années 60, le grand vent de la décolonisation souffle sur l'Afrique. En 1966, l'ONU réclame un référendum pour permettre aux saharais d'exercer librement leur droit à l'autodétermination.

Sous la pression des premières étincelles d'une nouvelle résistance armée, le gouvernement espagnol accepte l'idée d'un référendum. Mais sans cacher sa ferme volonté de l'utiliser pour imposer une solution néocoloniale et manœuvrer pour faire de ce territoire un ferment de division entre les trois pays limitrophes.

Or ce pays est riche, très riche même. Son sol recèle les plus importants gisements de phosphate du monde, d'importantes poches de gaz naturel, du fer, du cuivre. Ses côtes sont également parmi les plus poissonneuses. Pour l'instant ces richesses sont confisquées par l'Espagne qui a octroyé des droits de prospection pétrolière à 15 compagnies US ainsi qu'à quelques compagnies anglaises. Ce peuple, lui, vit dans la misère et le sous-développement.

Mais le 20 mai 1973, la lutte armée du peuple saharai prend un nouvel essor malgré la répression, les campagnes d'extermination, les massacres du bétail, le blocus économique. Elle est dirigée par le FPOLISARIO qui lutte pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de la population saharai. Ce faisant, il est amené à s'opposer aux revendications territoriales avancées tant par le Maroc que par la Mauritanie (l'Algérie, quant à elle, a à plusieurs reprises proclamé qu'elle n'avait aucune ambition territoriale

dans cette région). Le FPOLISARIO distingue toutefois clairement l'ennemi principal : «*Notre FPOLISARIO rend responsable le colonialisme fasciste espagnol des manœuvres menées contre notre peuple et son unité.*»

En septembre 74, le ton monte dans la capitale marocaine où Hassan II déclare : «*Notre Sahara sera libéré en 74.*» Kissinger en profite pour jeter de l'huile sur le feu, affirmant : «*Je crains fort que nous ne soyons bientôt confrontés à une nouvelle crise en Méditerranée.*» Comme à Chypre, comme au Moyen-Orient, l'ombre des superpuissances se profile en effet dans ce conflit pour tenter de planter leurs griffes dans un territoire qui les intéresse économiquement et stratégiquement.

Cela risque fort d'être en vain. Car par la voix de l'Algérie, les pays intéressés ont fait savoir leur volonté de faire échec à ces manœuvres : «*Le Sahara sous domination espagnole ne devra en aucune manière constituer la pomme de discorde entre les États limitrophes.*» et le FPOLISARIO développe largement les mots d'ordre : «*Notre terre est à nous ; pas de bases militaires sur elle ! Nos richesses sont à nous ; elles ne souffrent pas le partage !*»

Cela d'autant plus que la lutte armée du peuple saharai se renforcera inévitablement si l'Espagne s'entête à essayer d'imposer une solution néocoloniale.

Alors que l'action concertée de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie, dans l'esprit des accords de Nouadhibou en 70, et d'Agadir, pour la décolonisation du grand Maghreb, en liaison permanente avec les populations saharais, permettaient de liquider rapidement la présence coloniale espagnole.

Et, en ce dernier ressort, le colonialisme vaincu, n'est-ce pas aux populations saharais que revient le droit de déterminer leur avenir en toute liberté ?

## EGYPTE

### NON A TOUTE TUTELLE

«*Nous refusons de faire partie de toute sphère d'influence. Nous refusons la tutelle sous n'importe quelle forme ou quel genre. Nous refusons de marchandiser nos relations avec d'autres pays arabes. Nous restons fidèles à notre idéal de liberté.*» vient de déclarer le président Sadate devant le congrès de l'Union socialiste arabe.

Réaffirmant la volonté de l'Égypte de libérer chaque pouce de terre arabe occupée et de soutenir la restauration des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, il a précisé : «*Nous sommes prêts pour les négociations si c'est possible et nous sommes prêts à combattre si c'est nécessaire.*» Quatre principes commandent la politique égyptienne, a-t-il rappelé :

renforcer davantage le front intérieur ; rendre le front arabe encore plus uni ; isoler Israël sur le front international et sur le front militaire ; faire passer les forces armées à l'action si nécessaire.

Au même moment le ministre de la guerre lui faisait écho en adressant aux armées le message suivant : «*La lutte contre l'ennemi israélien est longue et ardue... Vous connaissez les circonstances critiques où nous nous trouvons. Vous êtes prêts maintenant à parachever la tâche que vous avez assurée au cours d'une étape de la guerre d'octobre ; l'attitude israélienne vous fera peut-être avancer la date de son accomplissement.*»

## L'océan indien appartient aux peuples riverains

Une délégation économique du gouvernement malgache séjourne actuellement en République populaire de Chine. Au cours du chaleureux banquet offert en son honneur par les autorités chinoises le porte-parole chinois a déclaré :

«*Le gouvernement de la République malgache, de concert avec les autres pays riverains de l'océan Indien, préconise activement l'établissement d'une «zone de paix» dans l'océan Indien, condamne les superpuissances qui s'y disputent en vue de l'hégémonie et exige le démantèlement de toutes les bases militaires étrangères. Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent résolument cette juste position du gouver-*

nement de la République malgache. L'océan Indien appartient aux peuples des pays riverains. Une ou deux superpuissances, en y provoquant des troubles, ne connaîtront pas une bonne fin !»

Dans sa réponse le lieutenant colonel Rakotomalala s'est félicité de l'amitié qui unit les peuples chinois et malgache : «*Jaloux de sa souveraineté, a-t-il affirmé, le peuple malgache n'acceptera pas de faire marche arrière dans l'accomplissement de sa révolution. Madagascar ne lutte pas seul. Nombreux sont les pays épris de liberté, de justice et de fraternité qui marchent avec nous pour écraser l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme.*»

## LA DÉLÉGATION D'«EL FATH» VISITE LA CORÉE

Conduite par Abou Jihad, membre du Comité central du «Fath» et commandant en chef-adjoint des commandos «Al assifa», la délégation palestinienne du «Fath» vient de quitter Pékin pour se rendre en République démocratique et populaire de Corée.

Au cours de sa visite en République populaire de Chine, la délégation palestinienne a eu plusieurs entretiens avec des dirigeants chinois et mené avec eux de fructueuses discussions sur la situation dans le monde et du Proche-Orient ainsi que sur le développement ultérieur de l'amitié militante entre les peuples chinois et palestiniens.

Au cours de son séjour, elle a notamment visité avec un vif intérêt une unité de tankistes de l'ALP, sous le commandement de Pékin.

## ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA CEE ET SRI LANKA

Un accord de coopération a été signé le 22 juillet, à Bruxelles entre la CEE et Sri Lanka.

Conclu pour une période de 5 ans, il accorde à Sri Lanka la clause de la nation la plus favorisée.

La gamme des exportations de Sri Lanka vers les pays de la CEE est ainsi étendue au thé, aux fruits tropicaux, au poivre, aux épices, et aux cuirs.

Dans leurs déclarations après la signature, les deux parties ont souligné l'importance de cet accord qui trouve son fondement dans la détermination des deux parties de renforcer, d'approfondir et de diversifier leurs relations commerciales et économiques.

## CHINE

### La lutte contre la chaleur dans les usines et les mines

De nombreuses mesures pour alléger la tâche des ouvriers pendant les périodes de grandes chaleurs viennent d'être adoptées à Pékin. Au début de l'été, les ouvriers exposés à de hautes températures ont tous subi un examen médical approfondi. Ceux à qui ce travail ne convenait pas ont été mutés à des postes moins pénibles.

Pendant la saison chaude, les médecins des usines font chaque jour la tournée des ateliers.

Les préparatifs pour la lutte contre la chaleur ont commencé déjà au début de l'année. Dans les usines sidérurgiques, les appareils d'aération et les réfrigérateurs ont été révisés, réparés, et développés. Tous les ateliers soumis à de hautes températures sont équipés d'installation de ventilation. Aux postes les plus pénibles, les ouvriers se relaient chaque heure.

De même les cantines ont été climatisées et des plats rafraîchissants y sont servis tous les jours.

A la laminière No 1 de Pékin, où avant la libération il n'existait aucun système de sécurité ni de bien-être, l'usine est maintenant pour l'essentiel automatisée avec un système d'aération et de l'eau froide en circuit. Actuellement la température s'y maintient à 30°, même auprès des fours. Des boissons fraîches sont fournies gratuitement. Pas un seul cas d'insolation n'y a été enregistré ces dernières années.

Lisez,

**PÉKIN INFORMATION**  
revue politique et  
d'information

l'exemplaire: 0,70F.

**AFPA - CANTIN**

# La direction révisionniste du centre de plus en plus isolée

**Camarades,**  
 Nous vous envoyons le tract du 15 juillet diffusé au centre AFPA de Cantin et qui répond à une contre-attaque révisionniste à notre travail.

L'impact de ce tract a été très vif, parce qu'il a court-circuité à temps la mise en place du dispositif de répression et qu'il se fonde sur des faits constatés partout, pour dénoncer le révisionnisme. C'est sans aucun doute ce qui a provoqué l'isolement dans lequel sont plongés actuellement les révisionnistes du centre AFPA de Cantin.

L'attitude des révisionnistes à notre riposte immédiate a créé les conditions propices à un rapprochement entre le personnel du centre que les révisionnistes cherchaient à monter contre nous et les stagiaires. Ce nouvel état de fait s'est traduit par une réunion entre les deux sections syndicales CFDT, personnel et stagiaires, et à une déclaration commune. Cette intervention a plu à tout le monde, sauf aux révisionnistes, bien sûr, et à la direction, et correspond au profond désir d'unité dans la lutte de tous les travailleurs du centre.

Correspondant H.R.

Les deux colleurs des affiches syndicales stagiaires CFDT, sont frappés par la sanction d'avertissement. Motif : «insultes à l'égard de M. Mercier, moniteur de maçonnerie moderne».

Les faits : alors qu'il arrachait les affichettes juste après notre collage, afin d'empêcher tout stagiaire de les lire et de prévenir immédiatement la direction, nous sommes revenus sur nos pas pour lui demander devant ses stagiaires les «bonnes raisons» de ses actes. A cela il répondit en bredouillant que «nous n'avions pas le droit». Aussitôt nous lui avons fait remarquer qu'une de ses excellentes raisons pourrait bien être qu'il est militant de choc du P.C.F. et de la CGT, à quoi il nous a répondu : «qu'est-ce que cela peut vous foutre, degager !». Nous lui avons répondu que ses actes étaient ceux d'une «crapule social-fasciste» prenant bien soin de lui expliquer : socialiste en parole et fasciste dans les faits.

Est-ce une insulte ?... Non, ce sont les faits !

En vérité, M. Mercier moniteur révisionniste a fourni un excellent prétexte à Rouget, représentant du

patronat, pour mettre en place la répression.

Bien que certains délégués du personnel CGT et même CFDT, aient réclamé la sanction d'exclusion, la direction de l'AFPA a préféré écarter cette solution aventureuse qui risquait de mettre le feu aux poudres. Ils s'y sont donc pris autrement :

1) Ils ont mis d'abord un certain nombre de sections «en vacances», réduisant ainsi le nombre habituel des stagiaires.

2) Se pliant aux exigences du social-fasciste Mercier, qui réclamait des sanctions, Rouget proposa un avertissement qui a été voté «démocratiquement» par les délégués du personnel parmi lesquels la CGT est majoritaire.

3) En cas de remous de la part des stagiaires : la gendarmerie d'Arleux déjà prévenue se tient prête à intervenir et les dossiers des deux colleurs ont été communiqués aux renseignements généraux de la police (il ne manque plus qu'une photo !).

Pour nous, ceci répond aux deux questions :

— qui favorise la mise en place du «cycle provocation-répression» ?  
 — qui, en France, lutte pour les libertés démocratiques ?

A noter que les révisionnistes ne visent pas que les stagiaires, mais cherchent à éliminer également le délégué du personnel CFDT, et, pour cela, ils utilisent des méthodes scandaleuses : n'auraient-ils pas constitué un quateron de moniteurs subitement mécontents (au bout de 6 ans) des méthodes pédagogiques de ce délégué ? Ils ont fait appel à Rouget créant ainsi les conditions favorables au licenciement de ce moniteur progressiste, qui a osé affirmer que la CFDT soutenait pour sa part le mouvement des stagiaires pour leur syndicalisation.

En réclamant les sanctions contre les stagiaires et ce moniteur, les révisionnistes du P.C.F. et de la CGT poursuivent leur entreprise de trahison nationale et de sabotage des luttes du peuple français.

Leur but est de tout faire pour que le prolétariat français tombe tout chaud, tout rôti dans les plats de leurs maîtres de Moscou ; et la direction de l'AFPA, en se pliant aux exigences de Mercier, a endossé une lourde responsabilité.

Préparer le terrain à l'agression de la superpuissance russe :

Telle est la politique qui guide toute leur ligne de conduite. En effet, dans la rivalité qui oppose les deux superpuissances USA URSS, dont l'enjeu est l'Europe et qui conduira à la guerre inévitablement, les révisionnistes des divers partis «communistes» européens ont un rôle déterminant de préparation à jouer. Détenir les postes-clés de la nation, connaître et s'infiltrer dans les rouages de l'appareil d'Etat, neutraliser la classe ouvrière dans ses aspirations à l'indépendance nationale et à la révolution socialiste, telle est leur ligne de con-

duite. L'attitude des révisionnistes dans l'AFPA n'est pas différente :

— Ils cherchent à s'accaparer le pouvoir en tout et par tous les moyens, aussi pourris soient-ils, et la FPA est un de leurs objectifs : véritable réservoir de main-d'œuvre docile. Ainsi Mercier, moniteur révisionniste, a-t-il fait un stage pour devenir directeur de centre FPA.

— Quand ils ne détiennent pas directement le pouvoir, ils le dictent : Rouget s'est plié aux décisions révisionnistes et fait le travail de répression qui les arrange.

— Ils s'opposent systématiquement à tout ce qui échappe au contrôle de leurs appareils politique et syndical. Ils ont donc un intérêt commun avec la bourgeoisie patronale : briser dans l'œuf tout mouvement de stagiaires pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Car ce qui les intéresse, ce n'est pas de favoriser le sort des travailleurs FPA, mais bien d'utiliser l'AFPA telle qu'elle est parce qu'elle leur donne plein pouvoir sur le prolétariat qui y entre.

Face à de telles attaques, quelle doit être l'attitude de tous les stagiaires ?

1) Lutter contre le révisionnisme sous toutes ses formes ; lutter contre le chômage.

2) Lutter contre toute tentative de provocation et répondre politiquement à toute agression, soit de la direction, soit des révisionnistes.

3) Ne pas céder à la tentation. Maintenir la mobilisation de notre lutte pour de meilleures conditions de vie, en osant dénoncer et frapper tous ceux qui s'opposent à nous.

4) Soutenir à fond et renforcer la section syndicale CFDT des stagiaires FPA-Cantin pour nos deux revendications : obtention du statut de salarié avec droit politique et syndical, assurance d'un emploi stable en fin de stage dans la qualification choisie.

Tract H.R. - FPA-Cantin

**LES NOUVEAUX TARIFS**

	PLI OUVERT	PLI FERMÉ
Un mois	32 F	60 F
Trois mois	95 F	180 F
Six mois	190 F	360 F
De soutien	300 F	500 F

**LECTEURS, AMIS, CAMARADES, ABONNEZ-VOUS POUR SEPTEMBRE !**

Le nouveau tarif d'abonnement qui partira début septembre est basé sur le prix du journal de huit pages — 1,50 F — et sur le tarif PTT actuellement en vigueur (0,06 F l'exemplaire en pli ouvert (P.O.) et 1,40 F en pli fermé (P.F.) pour un exemplaire de 8 pages).

Le tarif abonnement P.O. et P.F. pour l'étranger sera communiqué ultérieurement.

En ce qui concerne les anciens abonnés au quotidien et au «quotidien plus bimensuels», le décompte de ce qu'ils ont déjà reçu sur les abonnements souscrits est en cours de calcul. L'avoir dont ils disposent leur sera adressé individuellement et sera à déduire en fonction du nouveau tarif d'abonnement et de la durée d'abonnement qu'ils choisiront à partir du premier septembre.

A partir du premier septembre, sur chaque bande d'abonnement figurera un chiffre correspondant au numéro du journal clôturant l'abonnement précédemment souscrit.

*bulletin d'abonnement*

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

Je souscris un abonnement de ..... mois - en pli ouvert

en pli fermé

S'agit-il d'un réabonnement ?

d'un nouvel abonnement ?

Joindre le règlement : en timbres, mandat-lettre, virement postal ou compte bancaire à la présente demande.

Pour les comptes bancaires ou virements postaux, le nom du bénéficiaire est : HUMANITÉ ROUGE

Adresse : HUMANITÉ ROUGE  
 Boîte postale 365  
 75064 Paris Cedex 02  
 CCP 30 226 72 - La Source

